

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. L'honorable député pourra peut-être faire ses remarques à un autre moment.

[Traduction]

M. John M. Reid, au nom de M. Anderson, propose: Que le bill soit agréé.

(La motion est adoptée.)

M. l'Orateur adjoint: Quand le bill sera-t-il lu pour la troisième fois?

Des voix: Avec la permission de la Chambre, maintenant.

M. Reid, au nom de M. Anderson, propose: Que le bill soit lu pour la 3^e fois et adopté.

[Français]

M. l'Orateur adjoint: L'honorable député de Matane peut faire ses remarques à ce moment-ci.

[Traduction]

M. De Bané: Non, je voulais seulement signaler à l'honorable député de Peace River (M. Baldwin) que la British Columbia Telephone Company...

Les propriétaires de la British Columbia Telephone Company possèdent aussi la compagnie de téléphone de Gaspé. Sauf erreur, le président de la compagnie de téléphone du Québec, qui dessert notre région, vient d'être nommé président de la British Columbia Telephone Company, et il représente donc deux différentes régions au pays. J'en suis très heureux. Je tiens à faire consigner au compte rendu mes félicitations à la British Columbia Telephone Company pour avoir accepté sans hésiter une appellation française. Il faudrait de plus en plus demander à l'entreprise privée d'imiter le gouvernement fédéral.

A mon avis, il est tout à fait déraisonnable que seul le gouvernement fédéral assume la tâche de propager le bilinguisme. Les ministères provinciaux de l'éducation de même que les entreprises privées devraient aussi faire leur apport dans ce domaine, sinon cela n'a aucun sens. La présidence me permettra peut-être une autre fois de m'expliquer davantage sur ce point. Toutefois, je félicite la British Columbia Telephone Company. Elle a adopté une attitude éclairée en ce qui concerne le tissu social de notre pays.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tout simplement signaler à quel point j'apprécie ce que vient de dire le député. Je me réjouis du zèle avec lequel les députés d'en face tiennent compte de la constitution et des droits qu'elle accorde aux citoyens de notre pays. J'espère que la façon dont les députés de ce côté-ci de la Chambre ont collaboré avec le député pour faire adopter le bill, le convaincra, lui ainsi que quelques-uns de ses collègues, de s'opposer à leur tour à ce que le gouvernement fait actuellement dans le cas des ressources pétrolières en confiscant aux provinces les ressources qui leur appartiennent. J'espère que les gens de Gaspé, exprimant le respect qu'ils ont pour les droits des citoyens des autres provinces, s'opposeront vigoureusement à la fourberie du gouvernement qui s'approprie le bien des provinces.

M. Stuart Leggett (New Westminster): Monsieur l'Orateur, je serai très bref. Je suis arrivé avec un peu de retard et dois donc m'excuser d'avoir raté une partie du débat. Je précise tout de suite que je ne me lève pas pour retarder l'adoption du bill. Je constate qu'il a pour objectif de permettre au monopole privé de s'élargir et de continuer à

British Columbia Telephone Company

desservir la population de la Colombie-Britannique pendant les dix prochaines années, car c'est bien là, je pense, l'intention poursuivie. Il y a toutefois quelques remarques à faire sur cet oligopole. Mon collègue de Burnaby-Richmond-Delta affirme que nous l'enrichissons encore un peu pour que la Colombie-Britannique nationalise quelque chose d'encore plus intéressant. Je pense que la population de cette province s'inquiète de voir le service téléphonique grandir, même d'une façon aussi novatrice et aussi coûteuse.

Je pense qu'elle préférerait voir à sa place une société à capitalisation boursière, et j'espère que la compagnie adoptera plus tard ce régime, comme la plupart des autres compagnies de téléphone. Le service assuré par ces dernières donne toute satisfaction à la clientèle, mais en Colombie-Britannique, on n'est guère satisfait de la qualité du service fourni par la British Columbia Telephone Company.

Je m'inquiète de voir cette compagnie s'élargir et aller chercher les capitaux dont elle a besoin sur les marchés financiers, surtout qu'elle a déjà une source de financement vers laquelle elle ne s'est pas tournée. Je pense aux capitaux qu'elle pourrait trouver dans ses propres filiales, par exemple la Lenkurt Electrical et la Western Electric, qui travaillent pour elle. Mon collègue de Burnaby-Richmond-Delta affirme qu'il s'agit de bonnes compagnies privées.

Rien n'est plus éloigné de la liberté d'entreprise dans leur cas, étant donné les relations qui lient la Western Electric et la Lenkurt Electric à la société mère, pour la fourniture de services et de matériel. Si la British Columbia Telephone Company se tournait du côté des bénéfices réalisés par ces filiales pour en prélever une partie, elle n'aurait pas besoin de tant de capitaux frais maintenant.

En Colombie-Britannique, l'organisation d'une société est fonction du genre de services qu'elle rend et non de l'excellence de la performance de ses filiales qui ne sont pas régies par des organismes de l'État. Je veux qu'il soit versé au compte rendu qu'un jour viendra où les habitants de la Colombie-Britannique ne supporteront plus ce genre de pillage. Madame l'Orateur, j'en ai assez dit. Je ne veux pas en dire plus. Je vous remercie.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Je ne veux pas prolonger davantage la discussion, mais je veux tout simplement féliciter tous les députés. En écoutant tantôt mes préopinants, je me disais qu'à l'heure réservée aux mesures d'initiative parlementaire on devrait présenter tous les bills qu'on veut adopter rapidement. Je crois que c'est la plus belle heure pour travailler à la Chambre, cesser de se chicaner et d'amorcer des débats vides de sens.

Le député de Peace River (M. Baldwin) a réussi tantôt à faire passer son message en parlant de l'huile de l'Alberta. Je l'appelle le «pétroleux» de l'Alberta, mais il a bien fait quand même d'attirer l'attention sur ce sujet, et c'est son droit aussi de vanter sa province. Le député du NPD, comme toujours, souhaiterait que tout soit nationalisé. Nous respectons ses idées aussi, mais nous, nous préférons les compagnies privées. On dit toujours que ce sont les initiatives privées, madame le président, qui ont donné naissance au pays, alors que les institutions d'État sont plutôt portées à affaiblir le pays qu'à le renforcer.